



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/307  
S/1994/958  
12 août 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Quarante-neuvième session  
Points 48, 54, 63, 90, 91, 92, 95, 98  
et 99 de l'ordre du jour provisoire\*  
OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS GLOBALES SUR LA  
COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT  
RÉDUCTION DES BUDGETS MILITAIRES  
DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET  
QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE  
DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION  
ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE  
ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE  
AGENDA POUR LE DÉVELOPPEMENT  
DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES  
QUESTIONS RELATIVES À LA SITUATION  
SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES,  
AUX PERSONNES ÂGÉES, AUX HANDICAPÉS  
ET À LA FAMILLE  
PRÉVENTION DU CRIME ET JUSTICE PÉNALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Quarante-neuvième année

Lettre datée du 8 août 1994, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration finale adoptée par le Conseil interaction à sa douzième session, qui s'est tenue à Dresde (Allemagne) du 7 au 10 juin 1994.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 48, 54, 63, 90, 91, 92, 95, 98 et 99 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Detlev GRAF ZU RANTZAU

---

\* A/49/150.

ANNEXE\*

[Original : anglais, espagnol  
et français]

Déclaration finale du Conseil interaction à sa douzième session,  
tenue à Dresde (Allemagne), du 7 au 10 juin 1994

I

1. Depuis sa création en 1983, le Conseil InterAction a toujours examiné trois questions prioritaires : a) la paix et le désarmement; b) le lien entre la population, l'environnement, les ressources et le développement dans le monde; et c) la revitalisation de l'économie mondiale.

2. Bien que la guerre froide soit terminée, l'arsenal d'armes nucléaires accumulé au fil des décennies durant la course aux armements n'en demeure pas moins tout aussi menaçant. C'est pourquoi on se doit de saisir sans tarder l'occasion qui nous est donnée de commencer à éliminer la totalité des armes nucléaires. Dans un premier temps, un traité complet sur l'interdiction des essais nucléaires devrait être signé et des mesures sévères prises pour freiner la prolifération de toutes les armes de destruction de masse.

3. Dans ce contexte, le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) joue un rôle particulièrement important. En 1995, un examen de cet instrument doit conduire à un renforcement du régime en vigueur, y compris la prolongation du Traité pendant une longue période de temps et la délégation à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) du pouvoir nécessaire pour effectuer des inspections obligatoires et sans préavis; dans le même temps, les cinq puissances nucléaires doivent se sentir obligées de respecter leurs engagements au titre du Traité de réduire leurs vastes arsenaux d'armes nucléaires.

4. Le refus du Gouvernement nord-coréen d'autoriser, au titre du Traité de non-prolifération, des inspections, est un motif de déstabilisation, aussi bien à l'échelle régionale que mondiale. Si la Corée du Nord continue de défier la volonté de la communauté internationale, les mesures nécessaires, y compris des sanctions, devraient être prises à son égard et appliquées.

5. Depuis la fin de la guerre froide, le concept de la sécurité a été redéfini pour englober des dimensions non militaires dont celle qui pose le défi le plus grand est l'accroissement marqué de la population. Au début du XXe siècle, le monde comptait 1,6 milliard d'habitants. D'ici la fin de la présente décennie, il est généralement prévu qu'il en comptera 6,4 milliards. À moins que des mesures urgentes ne soient prises, ce chiffre pourrait atteindre 8 milliards en l'an 2020 et même 10 milliards, un chiffre effrayant, en l'an 2050. Comment le monde peut-il, avec des ressources et une énergie limitées, faire face à un accroissement aussi rapide de sa population? L'alimentation en particulier soulève de sérieux problèmes. Un étude faisant autorité devrait être faite par

---

\* Le texte de la présente annexe est publié tel qu'il a été reçu, sans avoir été revu par les services d'édition.

l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les perspectives de l'offre et de la demande en matière de population et d'alimentation, des recommandations devant l'accompagner. Dans ce contexte, il y a lieu de se pencher sur la question des moyens dont on dispose pour améliorer la sécurité alimentaire.

6. La Conférence internationale sur la population et le développement, qui doit se tenir au Caire en septembre 1994, offre au monde la seule occasion qu'il a durant la présente décennie de se mettre d'accord sur des mesures concrètes. La Conférence doit adopter immédiatement des mesures pour :

- a) Renforcer l'accès aux contraceptifs et en faciliter l'utilisation;
- b) Prolonger et promouvoir l'éducation et la scolarité des filles, de préférence jusqu'à l'âge de 14 à 16 ans;
- c) Renforcer les droits de la femme, améliorer la condition féminine, créer de nouveaux débouchés d'emploi pour les femmes et faciliter l'accès des femmes aux ressources de production et au crédit;
- d) Améliorer les services de santé de base et en élargir l'éventail, y compris des dispensaires consacrés notamment aux femmes et aux enfants.

7. Les pays développés doivent fournir des volumes plus élevés de capitaux et les pays en développement réaménager leurs priorités nationales et mieux répartir leurs ressources budgétaires de manière à permettre l'exécution des programmes et l'application des mesures proposées. À l'échelle internationale, des incitations telles que l'établissement d'un lien entre la création de programmes efficaces de planification familiale et l'aide publique au développement devraient être adoptées; d'autres moyens pourraient inclure la conversion de dettes en programmes d'enseignement ou encore la création du Fonds mondial proposé de démilitarisation.

## II

8. L'Afrique du Sud et le Rwanda sont deux exemples très différents de dilemmes qui se posent au monde de l'après-guerre froide. En effet, alors que le premier connaît un processus démocratique prometteur qui a tiré parti des sanctions internationales bien ciblées, le second est malheureusement le spectre de la misère humaine et d'un effroyable carnage que la communauté internationale semble vouloir totalement ignorer.

9. Des conflits internes et ethniques risquent de produire une réaction en chaîne qui détruirait le tissu social des communautés comme des États et finirait par déstabiliser des régions tout entières. La communauté internationale ne peut récupérer sa stabilité que si elle commence à intervenir dans des cas de génocide ou d'autres effondrements flagrants de l'autorité gouvernementale et que si elle abandonne les prétextes égoïstes et naïfs pour ne pas le faire.

10. Le Conseil de sécurité des Nations Unies doit jouer un rôle clef. Des critères doivent être arrêtés pour justifier l'intervention dans des affaires qui relevaient jusqu'ici du domaine des États souverains.

11. Bien que la Charte des Nations Unies envisage le déploiement d'une force internationale, il se peut soit qu'on la renforce en créant une force permanente de volontaires placées sous les auspices des Nations Unies, soit en affectant des contingents nationaux à cette fin. Les rouages opérationnels devraient en être mis au point immédiatement.

12. Un commerce sans entrave d'armements alimente les conflits nationaux et régionaux. C'est pourquoi il conviendrait de mettre en place un système efficace de maîtrise des armes de destruction de masse, des missiles balistiques et du commerce des armes classiques (y compris l'établissement de normes, réglementations et limites mondiales tant pour les fournisseurs que pour les acheteurs d'armes). Le commerce d'armes avec les pays en voie de développement devrait être considérablement réduit et freiné. À cette fin, les pays dont les dépenses militaires excèdent 2 % du PNB ne devraient plus pouvoir bénéficier d'une aide au développement et de capitaux sauf dans le cas d'opérations militaires de défense contre des actes d'agression perpétrés de l'extérieur.

### III

13. Il y a également des dangers stratégiques dans des domaines extérieurs à celui de la sécurité proprement dite.

14. Le nouveau phénomène des groupes organisés de criminels qui opèrent dans le monde et les dimensions pernicieuses du trafic des drogues justifient l'adoption de mesures de combat vigoureuses à l'échelle internationale. Des structures de coopération efficaces doivent être conçues sans tarder.

15. Sur les marchés financiers, la croissance des produits dérivés et, sur les marchés des changes, celle des activités spéculatives minent la stabilité de l'économie mondiale. Le Conseil InterAction réitère l'appel qu'il a lancé pour que soit faite immédiatement sous les auspices de la Banque des règlements internationaux (BRI) une étude sur la possibilité de créer à l'échelle internationale des mécanismes de réglementation et de supervision solides sur les mesures pratiques à prendre à cette fin.

16. Le Conseil InterAction recommande instamment à tous les pays de ratifier aussi rapidement que possible l'Accord de Marrakech sur lequel s'est terminé l'Uruguay Round et qui a porté notamment création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dotée d'un nouveau système de règlement des différends dont les décisions auront force exécutoire. Cette organisation devrait entrer dès que possible en activité de telle sorte qu'elle puisse devenir un mécanisme efficace de lutte contre le protectionnisme, le régionalisme et l'unilatéralisme.

17. Le monde de l'après-guerre froide exige un examen du rôle futur des organisations multilatérales mondiales. Le Conseil InterAction fait sien le

rapport d'un groupe de haut niveau sur la question soumis par M. Andries van Agt<sup>1</sup> et il invite la communauté internationale à y réfléchir et à prendre les mesures qui s'imposent.

#### IV

##### L'économie mondiale en transition

18. Avec la disparition de l'Union soviétique et de ses satellites, on pourrait penser que le monde se retrouve avec des économies capitalistes uniformes. La réalité est cependant tout autre puisqu'il existe une multitude de systèmes de marché différents. Toutes ces économies semblent être transformées beaucoup plus par des changements dus aux progrès de plus en plus rapides de la science et de la technologie que par l'abolition de systèmes ou idéologies politiques et sociaux. Dans toutes les économies, aucun changement n'est possible sans coût.

19. Le processus de transition dans les anciennes économies planifiées est autant conditionné par les structures culturelles et politiques que par les structures économiques. La simple imposition de prétendus bons modèles qui ont été élaborés dans des conditions totalement différentes ou à partir de théories purement académiques est vouée à l'échec. Étant donné que toutes les économies durant la période de mutation actuelle font face à de nouveaux problèmes et défis, l'attitude la plus appropriée semble être une attitude d'humilité sans oublier la nécessité de transformer les paroles et les actions en un tout cohérent.

20. Réuni à Prague en 1991, le Conseil InterAction a recommandé que les pays désireux de se transformer le fassent sans hâte, que l'abolition des contrôles et le passage à une économie de marché aient lieu progressivement, que la privatisation soit elle aussi progressive et que, par-dessus tout, les filets de sécurité soient maintenus en place.

21. Il semblerait que les pays de l'ancien Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) aient préféré une approche plus idéologique, à savoir un traitement de choc, ce qui s'est soldé par une vague de gangstérisme économique et par de sévères troubles sociaux. Les demandes de soutien et d'aide financière extérieurs ainsi que les demandes en faveur de l'ouverture des marchés des pays développés présentées par ces nouveaux États sont légitimes et

---

<sup>1</sup> En dehors de M. van Agt, les membres suivants du Conseil InterAction ont participé à la réunion : Olusegun Obasanjo (Nigéria) et Ola Ullsten (Suède) ainsi que les personnalités de haut niveau ci-après : Ednan Agaev (Russie); Leszek Balcerowicz (Pologne); Francis Blanchard (France); Margaret Catley-Carlson (Canada); Diego Cordovez (Équateur); Wim van Eekelen (Pays-Bas); Kurt Gasteyger (Suisse); Lal Jayawardena (Sri Lanka); Tatsuro Kunugi (Japon); Lord Lawson (Royaume-Uni), Emile van Lennep (Pays-Bas); Samuel W. Lewis (États-Unis d'Amérique); Hans Matthöfer (Allemagne); Norman Myers (Royaume-Uni); Bengt Säv-Söderbergh (Suède); Bernardo Sepulveda (Mexique); Kumiharu Shigehara (Japon); Thorvald Stoltenberg (Norvège); Shigeki Sumi (Japon); Mamoudou Toure (Sénégal); George Vassiliou (Chypre). Le secrétariat était composé de Hans d'Orville, de Dragoljub Najman et de Jens Fischer.

devraient être autant que faire se peut satisfaites. Il importe de leur expliquer sans aucune équivoque que cette aide et leurs énormes efforts ne donneront aucun résultat s'ils ne réussissent pas à remplir les conditions préalables à un véritable développement économique, c'est-à-dire la mise en place d'un cadre juridique fiable et le réel contrôle de la masse monétaire.

22. Après une phase descendante inhabituellement longue du cycle économique dans les pays à économie de marché de l'Europe et de l'Amérique du Nord, ces sociétés font aujourd'hui face aux problèmes nouveaux que sont un chômage structurel à long terme et une croissance sans emploi. Même les perspectives d'une reprise de la croissance ne les aideront pas. L'augmentation du chômage dans des pays dont les ressources ont toujours été très abondantes a fait grossir les rangs des pauvres tout en accélérant la concentration de la richesse dans un nombre de mains de plus en plus petit. De surcroît, elle a créé une nouvelle catégorie de travailleurs, celle des "travailleurs pauvres", dont le revenu de leur travail ne leur assure pas le minimum essentiel pour vivre.

23. Le Conseil InterAction réaffirme le principe selon lequel un niveau d'emploi élevé est en soi un objectif moral et politique. Il rejette la notion d'une société où un nombre de plus en plus élevé d'individus en est réduit à vivre de la prévoyance sociale. Les résultats d'une reprise de la croissance dans ces pays devraient être utilisés pour financer les changements qui, négligés durant la dernière récession, ont entravé le processus d'ajustement.

\* \* \*

Les personnalités suivantes ont participé à la session de Dresde :

I. Membres du Conseil InterAction

Helmut Schmidt (Allemagne) – Président  
Takeo Fukuda (Japon) – Président honoraire  
Maria de Lourdes Pintasilgo (Portugal) – Vice-Présidente  
Andries van Agt (Pays-Bas)  
Oscar Arias (Costa Rica)  
Lord Callaghan of Cardiff (Royaume-Uni)  
Miguel de la Madrid Hurtado (Mexique)  
Malcolm Fraser (Australie)  
Kenneth Kaunda (Zambie)  
Olusegun Obasanjo (Nigéria)  
Roh Tae Woo (République de Corée)  
José Sarney (Brésil)  
Pierre Elliott Trudeau (Canada)  
Ola Ullsten (Suède)

II. Invités spéciaux

Manfred Stolpe (Allemagne)  
Karen Brutens (Russie)  
Huang Hua (Chine)  
Kim Hak Joon (République de Corée)  
Henry A. Kissinger (États-Unis d'Amérique)

/...

Emile van Lennep (Pays-Bas)  
Robert McNamara (États-Unis d'Amérique)  
Isamu Miyazaki (Japon)  
Petr Pithart (République tchèque)  
Kazimiera Prunskiene (Lituanie)  
Kalevi Sorsa (Finlande)  
Jan Urban (République tchèque)  
George Vassiliou (Chypre)  
Thomas W. Howard (États-Unis d'Amérique)

III. Journalistes participants

Michael Groth (Allemagne) – Deutschlandfunk  
Christian Kerl (Allemagne) – Freie Presse, Chemnitz  
Kin Dae-Joong (République de Corée) – Chosun Ilbo  
Flora Lewis (États-Unis d'Amérique) – The New York Times  
Laurent Mossu (France) – Le Figaro  
Walther Stützle (Allemagne) – Der Tagesspiegel  
Nagaharu Hayabusa (Japon) – Asahi Shimbun  
Teruto Akiyama (Japon) – Nihon Keizai Shimbun

IV. Secrétariat

Hans d'Orville  
Dragoljub Najman  
Keiko Atsumi  
Caroline Anstey  
Jens Fischer

-----